La modélisation d'une république sociale : le solidarisme en Méditerranée

The Modeling of a Social Republic: Solidarism in the Mediterranean

Luis P. Martín

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/12553>

DOI : 10.4000/cdlm.12553

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2019

Pagination : 143-156

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Luis P. Martín, « La modélisation d'une république sociale : le solidarisme en Méditerranée », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 99 | 2019, mis en ligne le 01 juillet 2020, consulté le 04 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/12553> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.12553>

Ce document a été généré automatiquement le 4 mars 2021.

© Tous droits réservés

La modélisation d'une république sociale : le solidarisme en Méditerranée

The Modeling of a Social Republic: Solidarism in the Mediterranean

Luis P. Martín

- 1 La projection sociale et politique de la III^e République française, dès son instauration, dans l'espace méditerranéen est, sans conteste, d'une importance clé pour l'interprétation des cultures républicaines dans l'Europe méridionale ; et, dans certains cas, pour la mise en place de pratiques politiques insérées dans des dynamiques sociales et culturelles innovantes dans les pays du Sud.
- 2 Cette projection a également une représentation. L'image de l'État républicain après 1870 est renforcée par un ensemble de projets républicains qui demeuraient irréalisés depuis 1851. Entre-temps, un pays comme l'Espagne marque des avancées (Révolution de 1868) dans le processus démocratique ou, comme l'Italie qui devient une monarchie unitaire fortement inspirée par des républicains (Mazzini, Garibaldi, etc.). L'image de la République française en 1870 est une constante dans l'élaboration de cadres sociaux et politiques par les familles républicaines, lesquelles trouveront – de près ou de loin – source d'inspiration. De là, l'intérêt de recentrer les perspectives républicaines autour de l'interprétation du modèle.

La modélisation des cadres politiques, une pratique historiographique

- 3 L'Europe du XIX^e siècle est, en quelque sorte, un laboratoire politique. Le développement de la démocratie comme système de représentation, les débats sur les articulations du suffrage, la mise en place de politiques publiques et la neutralité de l'État dans l'élargissement social de la démocratie, sont des facteurs qui ont contribué à la démocratisation des systèmes politiques européens. Les pays méridionaux, avec leurs

singularités et spécificités, chercheront également des formes d'application, des sources d'inspiration (à ce titre, voir l'importance donnée au droit constitutionnel) et/ou à la recherche de cadres d'exploitation conformes aux particularités propres.

- 4 Mais, au-delà de ces considérations, la réalisation d'un cadre politique sous forme d'État se situera dans un premier plan. La France a mis longtemps à se constituer en République depuis 1789, et les va-et-vient entre les empires, monarchies et régimes autoritaires ne font que montrer les difficultés à mettre sur place un cadre étatique républicain. Les contestations et les oppositions à la République ont été très nombreuses et la III^e République ne parviendra à s'imposer qu'après l'affaire Dreyfus. C'est dire, donc, les profonds obstacles qui se sont produits à l'installation de la République.
- 5 L'émergence du modèle républicain sera contrainte par une série d'éléments propres à toute construction politique¹. Tout d'abord, si le principe républicain de l'universalité et le projet des Républiques sœurs est d'ordre à installer dans la culture républicaine le concept de modèle, la République française n'a pas prétendu être une source d'inspiration pour l'implantation d'autres régimes républicains. Ensuite, si la III^e République fabrique un État républicain, il est, avant tout, pour être appliqué en France sans se soucier que les républicains méditerranéens pourraient y trouver source d'inspirations pour une éventuelle République. Enfin, le modèle républicain français repose sur des bases anthropologiques, sociologiques et historiques propres à la France ; des bases assez éloignées des contextes espagnols et italiens, par exemple. En somme, si la III^e République a établi un modèle, il est surtout un modèle pour la France et pas obligatoirement un modèle républicain pour d'autres pays dans une aire d'influence à dominante culturelle française. Nous avons, par ailleurs, signalé que tout modèle étatique, de culture politique ou idéologique, subit des déformations liées aux « habitus » et « pratiques » dans le transit d'un pays vers un autre, de telle sorte que les modèles payent des « droits de douane », des « péages » qui parfois les rendent méconnaissables².
- 6 Néanmoins, nous voudrions insister sur l'importance de cet exercice qui contourne, quelque part, l'histoire comparée, sans l'être vraiment. L'étude des modèles nous permet d'établir des bornes explicatives autour des sujets qui se disent « semblables » ou avec une génétique « commune »³. La profusion des manifestations en faveur de la III^e République, la radicale, dans l'Europe méridionale montre bien l'existence d'une intégration culturelle, d'une identification qui devient une identité, d'une recherche dans l'imitation ; en définitive, l'intériorisation d'une modélisation. Les exemples sont nombreux, et il n'est pas inutile d'en dévoiler quelques-uns pour – d'une certaine manière – justifier cette réflexion sur la modélisation républicaine dans le domaine de la protection sociale.
- 7 Dans l'Europe méditerranéenne, hors la France, seule l'Espagne a connu un État républicain en 1873. À l'époque, la situation politique en France était confuse et les luttes entre les différentes conceptions de la République étaient nombreuses. Par ailleurs, les méfaits de la Commune avaient extrêmement choqué les républicains espagnols. La référence du modèle français dans ce contexte était loin d'être acquise. En plus, la culture républicaine espagnole depuis les années cinquante du XIX^e siècle intégrait une forte dose de fédéralisme (avec plusieurs sensibilités) qui rendait le républicanisme assez éloigné du principe jacobin centralisateur. La Première République espagnole fut donc fédérale. La modélisation avait pris source d'inspiration

dans la Suisse et les États-Unis d'Amérique. Les références culturelles du républicanisme espagnol vis-à-vis de la France étaient minces. Seul le Parti Démocrate avait des sources doctrinaires des républicains modérés français.

- 8 D'autre part, la modélisation peut être envisagée autrement que sous la forme d'État. Les pratiques et les cultures politiques sont aussi des éléments structurants d'une modélisation plus large, certes, mais dans le cas des républicains méridionaux elle est assez perceptible. Plusieurs études soulignent cette approche transversale riche en renseignements. Les pratiques politiques des républicains dans les années 1830-1848 et au-delà montrent des schémas d'activités similaires⁴ : formes d'organisation, de réseaux de correspondance, de réseaux de sociabilités plus ou moins clandestins⁵, solidarités avec les persécutés et exilés⁶, éventail idéologique des milieux républicains (fédéraux, jacobins, libéraux) qui font émerger le foisonnement des cultures républicaines. Ces fonctionnalités nous obligent à penser à la difficulté à parvenir à des stratégies conjointes et optimisées. Ce qu'on observe dans ces années de formation ce sont des formes de comportements réciproques, avec un *feed back* permanent entre l'action, le discours, le lien humain⁷, le social. Il s'agit de la mise en forme d'une culture politique républicaine dans la période pré-démocratique⁸.
- 9 Les hésitations des libéraux monarchistes à élargir la base sociale de participation et représentation politique va pousser les républicains, avec l'aide des mouvements ouvriers, à revendiquer une démocratisation des régimes parlementaires. Malgré une articulation difficile⁹, voire brouillonne, les radicaux français seront en mesure de donner un cadre avec la mise en place, dès 1871, d'un modèle qui va configurer l'État républicain. En définitive, il s'agit d'appréhender le politique et, pour cela, faciliter une interprétation de « ce qui est la République » et ce doit être une démocratie républicaine. À ce titre, Gambetta est explicite :

[...] la démocratie radicale, [...] n'ambitionne que le développement de la justice et de la liberté, de la solidarité parmi les hommes. Elle part de la souveraineté du peuple pour fortifier la souveraineté de l'individu, et c'est parce qu'elle veut le gouvernement de l'homme par lui-même qu'elle conclut au gouvernement du pays par le pays¹⁰.
- 10 Cette République est plus qu'un cadre institutionnel, plus qu'une démocratie formelle ; elle s'érige en tant qu'une cosmologie pétrie de contenus idéologiques et d'une histoire qui la façonne. Le radicalisme lui offre la possibilité de se construire en tant que « référence » et la propulser en tant que dessein. Telle est la fonctionnalité du modèle républicain, et les faiseurs de cette construction, ce sont les radicaux.
- 11 Le radicalisme français va servir d'appui idéologique, d'inspiration démocratique et d'influence culturelle aux républicains de l'Europe méridionale¹¹. Une fois la III^e République assise et sa charpente idéologique établie et mise en chantier, son modèle républicain sera pris en considération par les différentes sensibilités républicaines de l'Europe méditerranéenne. De tous les corpus doctrinaires radicaux, le modèle laïque sera celui qu'on va prendre comme modèle référentiel dans l'éviction de l'Église catholique de la sphère publique, de l'enseignement et des centres d'assistance sociale (hospice, hôpitaux et asiles) ; ainsi que la sujétion de l'Église aux lois de la République. Ce modèle que nous avons étudié pour l'Espagne révèle quelques importantes fissures¹². En effet, la mise en place de la laïcité dans les pays latins aura une concomitance propre qui relève, mises à part les traditions culturelles, des liens

institutionnels entre l'État et l'Église. De là, l'importance d'une interprétation socio-culturelle du rôle de ce modèle¹³.

- 12 Un autre des éléments fondateurs du radicalisme est l'élargissement du lien social de la démocratie¹⁴. La portée de cette projection est un des fondements de la construction de la République radicale qui trouve sa racine dans le contrat social rousseauiste. La volonté d'asseoir ce lien social dans la démocratie radicale exige une nouvelle interprétation des principes libéraux tels que la propriété, la sécurité et l'action de l'État ; le tout pour donner un nouveau cadre de participation politique aux citoyens et d'insertion sociale. L'autre pôle d'actuation fut, bien entendu, l'école républicaine.

Le radicalisme social : un système de solidarité républicaine en France

- 13 Lorsque Ferdinand Buisson, en 1908, dans son livre *La politique radicale*, officialise le solidarisme comme modèle social de la III^e République, il crée une référence républicaine en matière sociale¹⁵. C'est ce modèle qui nous intéresse tant pour sa mise en place dans l'État républicain que pour sa diffusion et réception dans les pays méditerranéens.
- 14 Le solidarisme comme pensée et comme doctrine part des réflexions menées par les libéraux progressistes, les démocrates, républicains et socialistes (utopiques ou pas) autour de la question de la solidarité¹⁶. Dès 1848, la question sociale sera, en outre, traitée autour de la question de la solidarité, des solidarités. On peut dire que le parcours qui va de la solidarité au solidarisme est un parcours républicain, car les regards et les sensibilités que suscite le besoin d'établir un cadre solide pour la solidarité sont à l'intérieur d'une République qui se veut sociale.
- 15 D'autre part, le caractère social de la République est interprété comme « la consolidation des liens entre promotion de droits de l'homme est de la démocratie et reconnaissance des droits sociaux »¹⁷. C'est une façon d'affirmer la démocratie radicale, de joindre le projet démocratique de la République et les droits sociaux ; une filiation qui parcourt toute la sociologie française dès Durkheim à la notion de propriété sociale de Robert Castel¹⁸ puis la question de la vulnérabilité sociale étudiée par Pierre Rosanvallon¹⁹ et Serge Paugham²⁰, ainsi que, dans une perspective philosophique, Fred Poché²¹. Par contre, Michel Borgetto et Robert Laffore situent les origines de la vocation sociale de la République en 1790, dans le Comité de mendicité (obligation pour la société de porter secours aux pauvres), puis en 1848 quand la fraternité permet de dépasser l'opposition entre la liberté et l'égalité²². La III^e République pose les bases d'une législation de *protection des travailleurs* (syndicats [1884], accidents du travail [1889], journée de huit heures [1919]), d'une *protection d'aide sociale* (aide médicale gratuite [1893], lois sur les vieillards, infirmes et incurables [1905]) et impose en 1928-1930 un *système d'assurances sociales obligatoires*. Le développement de la solidarité permet de souligner l'importance des interdépendances entre les individus et les groupes, tout en apportant une base scientifique à la reconnaissance d'un droit à l'aide sociale. En somme, la III^e République se veut la concrétisation d'une république sociale. Au moyen de la justice sociale, la démocratie républicaine peut se renforcer, et donner un sens égalitaire à la citoyenneté²³.

- 16 Dans cette optique, le solidarisme vient apporter un puissant socle doctrinaire pour la mise en place d'un système de protection sociale voulu par les radicaux. Au-delà d'un programme politique, le solidarisme est un concept d'assurance sociale, puissamment construit depuis une base intellectuelle, ce qui l'éloigne d'une stratégie politique et le place dans le domaine des « idées sociales ». Le solidarisme est une pensée à la fois multiple et complexe qui, de ce fait, présente contradictions et limites²⁴. Elle naît au milieu d'une vaste réflexion sur la protection sociale dans l'Europe de la fin du XIX^e siècle (lois de Bismarck en Allemagne, socialisme de chaire en Angleterre, catholicisme social, etc.)²⁵. Elle prend en France une coloration républicaine et laïque. Ainsi, on peut considérer que le solidarisme se décline en plusieurs sensibilités ou spécificités : le solidarisme juridique et laïc de Léon Bourgeois²⁶, le solidarisme protestant de Charles Gide et le solidarisme libéral.
- 17 La doctrine solidariste recouvre une période, selon Louis Moreau de Bellaing²⁷, bien précise, entre 1885, quand Alfred Fouillé publie son ouvrage *Science sociale contemporaine*, et 1924. La date centrale de cette période est la publication en 1896 du texte de Léon Bourgeois, *La solidarité*. Un tournant décisif est la publication de l'étude de Célestin Bouglé, *Le solidarisme*, en 1905, qui va donner une signification sociologique et philosophique à une doctrine qui avait déjà posé les bases politiques et idéologiques. Le solidarisme se trouve donc au centre d'un débat multidisciplinaire. Tout d'abord philosophique avec l'éthique et la psychologie de Fouillé et le néo-criticisme de Renouvier, il est aussi sociologique, par les contributions du positivisme²⁸, de la biologie sociale et l'organicisme social de Durkheim et Mauss. Ensuite, juridique grâce aux études sur la législation sociale, le droit du travail et le droit constitutionnel de Duguit et Hauriou. Enfin, économique par les travaux sur l'économie sociale, les mutualités, les assurances et les coopératives, avancés notamment par Charles Gide.
- 18 Les apports de la science sociale vont établir cinq notions fortes, lesquelles permettront au solidarisme une application sociale : la solidarité, le contrat social, le quasi-contrat (un contrat consenti), la dette sociale (de l'homme envers ses semblables) et l'État (arbitre et garant des quasi-contrats). Ceci pose une série d'importantes relations entre la biologie et le social, la mise en place d'une morale sociale du politique et la redéfinition de l'État. Selon ce cadre, la République se conçoit désormais comme État régulateur, arbitre entre le public et le privé, un État organique qui cherche un consensus transversal.
- 19 Le solidarisme, par cette définition, fait naître une nouvelle gouvernance dans laquelle l'État, sans intervenir dans la répartition des ressources, impose et règle – de façon fonctionnelle – les accords de protection sociale (assurances), des sociétés (mutuelles et coopératives). Au même temps, il applique ces principes de solidarité à la législation sociale. Il s'agit d'un État des services publics, selon l'idée de Léon Duguit : « l'assurance obligatoire avec la triple contribution du patron, de l'ouvrier et de l'État donne satisfaction à cette idée de justice »²⁹. À cet effet, et pour mettre en place la fonction préventive, l'État va instaurer une fiscalité progressive sur les revenus en 1914 (système Joseph Caillaux). Ainsi, le régime républicain se consolide en affirmant son opposition avec le conservatisme catholique (charité contre une éthique des droits) et avec le marxisme économique et sa culture sociale ; enfin, avec le libéralisme concurrentiel.
- 20 En définitive, la III^e République instaure un modèle social par le juridique et sans supériorité institutionnelle ; ce qui la différencie avec le modèle dirigiste installé après

1945. Ce modèle préfigure un volontarisme idéaliste qui débouche sur un humanisme institutionnel, où le droit positif articule une garantie des prestations concrètes dans le domaine de l'aide sociale. D'autre part, le modèle cherche par le biais d'un consensus interclasses à modifier le contenu social des pratiques de la solidarité (mutuelles, sociétés para-économiques, mouvement associatif, etc.). Tel est le point fort et essentiel de cette doctrine qui configure un ensemble de prestations et protection sociale multiple et fort attrayant pour les républicains méridionaux.

La réception du solidarisme dans le bassin méditerranéen

- 21 Le contexte social et politique des pays de l'Europe méditerranéenne est très contrasté, tant par sa configuration que par ses traditions politiques. La recherche sur la diffusion du solidarisme dans ses pays nous a donné un cadre très limité. En effet, sauf l'Espagne, l'Italie, la Grèce et la Turquie, aucun autre État n'était strictement méditerranéen : les autres pays (Serbie et Croatie) faisant partie de l'empire austro-hongrois jusqu'en 1918. Des quatre pays signalés nous avons trouvé des traces ou des influences solidaristes dans trois : l'Italie, l'Espagne et la Turquie.
- 22 Pour commencer, nous avons retenu deux critères d'ordre descriptif dans l'analyse de la réception du solidarisme, à savoir les publications des œuvres solidaristes traduites dans les pays concernés dans l'enquête. Ensuite, il nous semblait important de considérer les apports intellectuels et législatifs dans ces pays, ce qui montrerait – de près ou de loin – l'adoption du modèle républicain. En somme, notre but était d'entrevoir la portée du solidarisme, c'est-à-dire les réformes sociales proposées depuis le républicanisme radical ; étant donné que nous sommes en face d'un projet social « empirique » et non seulement discursif, soit une autre manière de constater la portée de la démocratie radicale.
- 23 À la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, tant l'Italie que l'Espagne se sont intéressées aux travaux théoriques et d'application venant des sciences sociales. Un intérêt qui est lié à l'évolution propre des sociétés, de leurs attentes en matière d'assurance et de protection sociale. L'essor des sociétés coopératives, des mutuelles et toutes sortes de formes d'assurance sociale qui se manifeste par le début d'une médecine sociale, hors des institutions religieuses, signale que nous sommes au commencement d'une nouvelle forme de traitement de l'assurance maladie et de la protection sociale. En effet, l'élargissement du suffrage universel, l'intégration des corps intermédiaires dans l'ensemble des activités politiques et la sécularisation grandissante, obligent à repenser le lien de la démocratie parlementaire avec le social, le politique avec la société.
- 24 Dans ces pays méridionaux et catholiques, la recherche d'un modèle social nouveau est le résultat de deux éléments fondamentaux : une poussée législative qui est en train de mettre en place une panoplie de normes avec pour objectif renforcer les structures de l'État et la lente, mais constante, sécularisation des institutions hospitalières et centres d'attention sociale. Donc, l'institutionnel et le socio-culturel seront le cadre d'exploitation des théories solidaristes.

Italie

- 25 Un des facteurs de diffusion est, bien entendu, la traduction d'œuvres des auteurs français de référence. En Italie, soit parce que les lecteurs potentiels maîtrisaient la langue française (ce qui est fort possible), soit par manque d'intérêt, le nombre de traductions est réduit. Aucun précurseur, comme Pierre Leroux ou Charles Renouvier, n'a été traduit en italien ; tout comme Léon Bourgeois. D'autres auteurs ont bénéficié de quelques traductions mais pour un petit nombre d'œuvres. Ainsi, Alfred Fouillé a été traduit en 1897 : *La psicologia dei sessi e i suoi fondamenti fisiologici*. L'édition originale date de 1895 ; cependant, cet ouvrage a un rapport lointain avec le solidarisme. Pour sa part, Célestin Bouglé a connu deux traductions de *I vizi del popolo : fridi, amore, benessere*, en 1909 et 1912. Quant à un auteur de l'importance du juriste Léon Duguit il ne sera publié qu'en 1950 ! De tous les auteurs, celui qui a connu un plus ample retentissement a été Charles Gide. Son livre *Principi di economia politica* (édition originale de 1895) n'a connu pas moins de sept éditions depuis 1907 jusqu'en 1925. D'autres travaux de cet éminent économiste ont été traduits : *Economia sociale* (1909), *Dell'abolizione del profitto* (1914), *La cooperazione* (1915), *La quadruple entente economica* (1917), *La politica commerciale dopo la guerra* (1917) et *Corse d'economia politica* (1925). Autant dire que la diffusion de la littérature solidariste est très mince, ce qui ne veut pas dire que les auteurs ont été ignorés par les sociologues, juristes, politistes et hommes politiques italiens.
- 26 Dans ce contexte, on évalue la réception d'une façon d'autant plus positive que, dès 1881, sont publiés en Italie une série d'ouvrages sur la question sociale à partir de trois axes : le droit, l'économie et le social. Enrico Cimbali publie un premier essai, *Lo studio del diritto civile negli stati moderni. Prolusione letta nell'Università di Roma il 25 gennaio 1881* (1881), qui est suivi d'un texte très important, *La nuova fase del diritto civile nei rapporti economici e sociali, con proposte di riforma della legislazione civile vigente* (1885). Ce premier apport préfigure la domination italienne dans les études concernant la question sociale : le socialisme juridique. Après ces travaux vont suivre les études de Giuseppe D'Aguanno³⁰, Guiseppe Vadalà Papale³¹, d'Achile Loria³² et le texte essentiel de Giole Solari, *Socialismo e diritto privato. Influenze delle odierne dottrine socialistiche su dirirro privato* (1906). Ce livre va déclencher une série de travaux autour de la dualité « socialisme et droit privé » ; aspect très étudié également par les Français. Des auteurs comme Enrico Bruni³³ et Benvenuto Donati³⁴ abordent un sujet qui sera étudié et commenté jusqu'aux années 1930³⁵.
- 27 On observe que le droit est la discipline qui articule l'interprétation du social, chose en rien dépourvue de bon sens, car les réflexions de Léon Duguit et de Maurice Hauriou (législation sociale, droit du travail et droit constitutionnel) forment un écho social dans la mise en application du solidarisme. Néanmoins, en Italie, le débat traite d'une mise en perspective du social avec le droit privé, tandis qu'en France il s'agissait à la fois du droit privé et du rôle régulateur de l'État. L'application des thèses solidaristes ne se conçoit pas comme une affaire privée ; en France, le droit public a également une place transcendante³⁶.
- 28 Face à cette avalanche de travaux sur le socialisme juridique, quelques années avant la Grande Guerre, et sans doute dû à la mise en route de la politique sociale des radicaux, sont publiés en Italie plusieurs ouvrages consacrés au solidarisme. Le premier de Nazareno Tarquini, *La solidarietà e il solidarismo : conferenza letta in Velletri il 6 giugno 1910*,

texte qui marque le début d'un certain intérêt. En 1911, un livre de Raffaele Scognamiglio, *Del solidarismo* ; puis un dernier en 1914, aussi dans une perspective juridique, de Alessandro Groppali, *I fondamenti giuridici del solidarismo*. Un intérêt discret et mineur, car l'influence académique des théories sociales dominantes en Italie demeure le socialisme juridique, lequel, malgré des aspects convergents avec le solidarisme part d'une autre tradition intellectuelle et scientifique.

Espagne

- 29 La réception en Espagne diffère de celle de l'Italie, et ceci pour des raisons particulières comme la configuration sociétale, économique et politique de l'Espagne ; mais aussi par le système politique. D'emblée, l'Espagne a été sensible aux thèses de Alfred Fouillé. Pas moins de six livres seront traduits entre 1894 et 1908 ; c'est-à-dire peu de temps après leurs parutions en France. En 1894, est publiée *La ciencia social contemporánea* (l'édition originale datant de 1880), et rééditée en 1904. Aussi en 1894, voit le jour *Novísimo concepto del derecho en Alemania, Inglaterra y Francia* (édition originale, 1878). Le suivent *Temperamento y carácter según los individuos, los sexos y las razas*, en 1901 (édition originale, 1895) ; *Bosquejos psicológico de los pueblos europeos*, en 1903 (édition originale, 1903) ; *Moral de las ideas-fuertes*, en 1908 (édition originale, 1908) et *El moralismo de Kant y el amoralismo contemporáneo*, en 1908 (édition originale, 1905). On note que pour la même année de 1908, l'Espagne a connu la publication de trois ouvrages de Fouillé, ce qui montre l'intérêt des Espagnols pour le versant psycho-social du solidarisme.
- 30 Cependant, les thèses centrales du solidarisme ont connu une réception moins forte. Léon Bourgeois a connu la traduction d'une œuvre mineure, une conférence donnée à Gand en 1913 : *La organización internacional de la Previsión social* (1916), une synthèse de son ouvrage *La solidarité*. Par contre, un auteur aussi important que Célestin Bouglé ne fut pas traduit. D'autre part, la portée juridique du solidarisme, représentée par Léon Duguit, va trouver en Espagne l'appui d'un intellectuel de taille : Adolfo Posada, sociologue et juriste de renom, qui sera à la fois traducteur de Duguit et auteur d'ouvrages importants sur la question sociale. Le premier livre de Duguit traduit en espagnol fut *Las transformaciones del Estado* en 1909 (édition originale, 1908) ; le suivent *Las transformaciones del derecho público* en 1915 (édition originale, 1913), *Las transformaciones generales del derecho privado desde el Código de Napoleón* en 1921 (traduction de la 2^e édition de 1920), *Soberanía y libertad* en 1924 (édition originale, 1922), *El pragmatismo jurídico* (conférence donnée à l'Université de Madrid en 1924) et *Manual de derecho constitucional*, en 1926 (édition originale, 1907). Les sciences juridiques, comme en Italie, ont connu une bonne réception des auteurs proches des thèses solidaristes. En Espagne, Maurice Hauriou fut traduit en 1928 avec l'ouvrage *Derecho público y constitucional* ³⁷.
- 31 L'économie sociale et politique de Charles Gide connaîtra en Espagne un succès similaire à l'Italie. En 1913, est publiée *Economía social : las instituciones de progreso social*, rééditée en 1924. L'étude *Curso de economía política* sera publiée en 1915, puis en 1923, 1929 et 1944, en plein franquisme. Curieusement, trois autres ouvrages seront édités sous la dictature du général Primo de Rivera (1923-1930), lequel était assez intéressé dans la mise en place d'un système coopératif (inspiré du modèle fasciste) dans le monde rural : *Primeras nociones de economía política* (1923), *Historia de las doctrinas económicas* (1927) et *Las doce virtudes* (1929). Enfin, en 1933 *La historia de la cooperación*.

- 32 Par ailleurs, les études réalisées en Espagne autour de la question sociale et la solidarité, ainsi que la place de l'État dans l'extension du social, ont été importantes ; car, sans avoir une école juridique et sociologique propre, les scientifiques du social ont traité tant le solidarisme que le socialisme juridique. Une position intéressante quant à la capacité d'intégrer deux courants de la pensée sociale contemporaine. Pour la période étudiée, un ouvrage pionnier paru en 1902, *El Instituto del Trabajo : datos para la Historia de la Reforma social*, et publié par Adolfo Buylla, Adolfo Posada et Luis Morote, marque le début d'une réflexion sur le rôle de l'État dans les réformes sociales ; un courant qui se situe dans une lignée idéologique qui passe par l'Institution Libre de l'Enseignement et un républicanisme civique et modéré³⁸. La publication des travaux de Fouillé aura une certaine écoute en Espagne. Amós Salvador y Rodrigáñez publie un recueil d'articles sous le titre de *Sobre la solidaridad y el solidarismo* (1904), puis V. García Martí une conférence intitulée *Ensayo sobre la solidaridad social* (1909). Léon Duguit a connu deux ouvrages autour de ses thèses, celui de A. Jardón, *Las teorías políticas de Duguit* (1919), et l'étude de H. P. Pajares, *Ideas políticas. El concepto del derecho según M. Léon Duguit* (1925). Enfin, les idées de Charles Gide ont été abordées dans un essai de C. Ruiz del Castillo, au titre révélateur : *Integración de la democracia en una doctrina corporatista del Estado* (1925).
- 33 Les études de Adolfo Posada méritent une mention particulière. Ce juriste et sociologue, sans s'inscrire pleinement dans le solidarisme, a été un des grands diffuseurs du solidarisme en Espagne. Posada s'abreuvait autant à la sociologie française qu'à l'allemande et, en tant que juriste de l'État, les théories du solidarisme lui semblaient tout à fait opportunes dans le contexte de mutation socio-politique que vivait l'Espagne au début du xx^e siècle. Posada publie, dès 1894, un livre fondamental pour la sociologie espagnole : *La ciencia social contemporánea*. Une inquiétude intellectuelle qui ne le quittera jamais. En 1904, il publie un texte éloquent : *Socialismo y reforma social*. Enfin, un ouvrage où il pose les jalons du rôle de l'État dans les corps intermédiaires : *Teoría social y jurídica del Estado : el sindicalismo* (1925).

Turquie

- 34 Pour conclure cette réception, nous avons trouvé des traces du solidarisme dans un pays méditerranéen hors des influences occidentales et latines : la Turquie. Ici, nous suivons l'étude de Mario G. Losano³⁹, qui souligne l'importance de la diffusion du solidarisme après la première guerre mondiale, dans la construction idéologique de la République Turque de 1923. Une réception très marquée dans les écrits de Ziya Gökalp (1876-1924), principal idéologue du nationalisme turc, qui propose parmi les réformes du futur État, une réforme économique inspirée du coopérativisme solidariste. En somme, le projet de conjuguer l'État-nation turc avec un système social avancé, par le biais d'une réforme du droit. Une originalité, car Gökalp souhaitait une fusion entre les nouvelles doctrines sociales et le droit islamique. Même si les propositions de Gökalp et de son parti, les Jeunes Turcs, n'ont pas été pleinement reconnues, la république d'Atatürk adapta certaines réformes solidaristes aux lois républicaines. Une réception à laquelle même les pères du solidarisme français ne pouvaient pas songer.

Quelques brèves conclusions

- 35 D'emblée, il nous semble que la réception du solidarisme en tant que modèle social en Italie et en Espagne est relativement faible, ce qui nous porte à croire que la modélisation est défailante. En effet, le rôle obligatoire de l'État dans l'implantation d'un système d'assurance et protection sociale, sans parler de la mise en place de l'impôt sur le revenu, qui assurerait le système de solidarité par répartition, était fort difficile dans un jeune État comme l'Italie et impensable dans le mécanisme d'échanges sociaux de l'Espagne monarchique et oligarchique. D'autre part, les problématiques de chaque pays, inhérentes aux différents aspects de la question sociale, ont façonné la mise en route d'une législation qui est assez en retard par rapport à la France, en ce qui touche l'Italie, et très en retard en ce qui concerne l'Espagne⁴⁰. Ceci dit, on voit tant dans la réception des ouvrages solidaristes traduits que dans les études et analyses qui se font de près ou de loin du solidarisme, que l'aspect le plus traité est l'adaptation juridique de l'État dans ce projet solidaire d'assurance sociale. De là, la visible préoccupation des auteurs italiens et espagnols pour les sujets autour du droit. Si l'importance intellectuelle du socialisme juridique en Italie rend difficile une visibilité du solidarisme, en Espagne, malgré quelques études, le contexte propre ne facilite pas une pénétration plus importante due à un éparpillement théorique, ainsi qu'aux multiples influences des théories sociales venant d'Allemagne, Angleterre, même d'Italie.
- 36 Un aspect qui tient du paradoxe, surtout en comparaison avec le modèle laïc, est la faible portée du radicalisme social, conséquence de la faiblesse des républicanismes espagnol et italien ; faiblesse structurelle car elle vient du fait qu'ils sont hors du cadre étatique, ce qui limite, par ailleurs, toute initiative venant des partis antisystème. Ceci est assez net en Espagne, quand les experts qui interviennent dans certaines institutions sociales récemment instaurées par la monarchie sont républicains ou philo-républicains. Une façon de contribuer aux avancées sociales, en vue de trouver une paix sociale auprès des classes populaires en détresse. La traduction politique de cette intervention des républicains espagnols est, directement ou indirectement, une collaboration avec la monarchie ; c'est-à-dire un « possibilisme » politique en vue d'une démocratisation du régime plus large et profonde⁴¹.
- 37 On en vient à s'interroger sur la portée du modèle français dans les pays méridionaux, donc sur sa capacité d'influence réelle dans le social, alors que la laïcité, malgré les ajustements propres à chaque pays, avait su s'intégrer comme un modèle plus accompli aux processus de sécularisation de l'Italie et de l'Espagne. En somme, la mise en place d'une démocratie radicale ancrée dans le social ne fut pas « exportable » ; seules quelques bases théoriques furent adoptées et celles-ci étaient trop banalisées car mélangées à d'autres théories et politiques sociales mises en place dans l'Europe du début du xx^e siècle, une période d'expérimentation sociale couplée avec un élargissement démocratique.

NOTES

1. Le livre pionnier d'Odile Rudelle et Serge Bernstein, *Le modèle républicain* (Paris, PUF, 1992) a suscité de vives critiques quant à l'application du concept à la réalité socio-politique. À ce titre voir la critique de Ch. Prochasson dans son compte rendu publié dans *Vingtième siècle. Revue d'Histoire* (n° 37, 1993, p. 155-156) où il souligne que le fait républicain est débiteur d'une construction historique, de sorte que – s'interroge Prochasson – « comment le “modèle” peut devenir un modèle ? ».
2. Voir « Recepción y difusión del modelo laico en la España contemporánea », *Alcores, Revista de Historia Contemporánea*, n° 8, 2009, p. 263-284.
3. Une étude qui met en évidence notre propos est l'ouvrage d'Anne Dubet et José Javier Ruiz Ibáñez, *Las monarquías española y francesa (siglos XVI-XVIII) : dos modelos políticos ?*, Madrid, Casa de Velázquez, 2010.
4. Une réflexion d'ensemble et fort utile est celle de Maurizio Ridolfi : « Cultures et modèles républicains dans les espaces méditerranéens », dans Luis P. Martin, Jean-Paul Pellegrinetti et Jérémy Guedj (dir.), *La République en Méditerranée. Diffusions, espaces et cultures républicaines en France, Italie et Espagne (XVIII^e-XX^e siècles)*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 11-33.
5. Sur ces aspects, Arianna Arisi Rota, *I piccoli conspiratori. Politica ad emozioni nei primi mazziniani*, Bologne, Il Mulino, 2010.
6. La fonction de l'exil en tant qu'expérience, dans le contexte du Risorgimento, est bien formulée par Maurizio Isabella : « Une telle expérience est intégrée dans le discours patriotique du risorgimento lequel devient un des sujets centraux, par le biais de plusieurs stratégies de communication et outils rhétoriques ». « Esilio », dans Alberto Mario Banti, Antonio Chiavistelli, Luca Mannori et Marco Meriggi (éd.), *Atlante culturale del Risorgimento. Lessico del linguaggio politico dal Settecento all'Unità*, Rome-Bari, Laterza, 2011, p. 65.
7. Florencia Peyrou, « “L'émancipation de la famille humaine”. Les relations internationales du républicanisme espagnol (1848-1868) », dans Luis P. Martin, Jean-Paul Pellegrinetti et Jérémy Guedj (dir.), *La République en Méditerranée...*, op. cit., p. 108 sq.
8. Le sociologue américain Craig Calhoun dans son récent ouvrage *The Roots of Radicalism : Tradition, the Public Sphere, and Early Nineteenth-Century Social Movements*, Chicago, The University of Chicago Press (2012), propose une relecture du radicalisme en fonction de six éléments : l'idée du progrès, le nouveau langage politique, l'usage de la sphère publique, le radicalisme social, la sécularisation et la représentation politique. Selon Calhoun, ces éléments sont l'ossature d'une démocratisation en devenir.
9. Sur ces aspects, consulter Pierre Rosanvallon, *La démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard, 2000, p. 225-252. Aussi, Maurizio Ridolfi et Manuel Suárez Cortina, *Democrazia e repubblicanesimo in Spagna e Italia nell'età liberale*, Viterbo, Università della Tuscia, 2010.
10. Profession de foi de la première circonscription des Bouches-du-Rhône, le 28 mai 1869. Cité par Claude Nicolet, *L'idée républicaine en France (1789-1924)*, Paris, Gallimard, coll. « Tel », 1994 (1^{re} éd. 1982), p. 481.
11. Maurizio Ridolfi (dir.), « La democrazia radicale nell'Ottocento europeo. Forme della politica, modelli culturali, riforme sociale », dans *Annali*, Milan, Fondazione Giangiacomo Feltrinelli, 2005.
12. « Recepción y difusión del modelo laico... », art. cit., 2009, p. 263-284.
13. Maurizio Ridolfi (dir.), *Rituali civili, storie nazionali e memorie pubbliche nell'Europa contemporanea*, Rome, Gangemi editore, 2004. Aussi, Fulvio Conti, *Masoneria e religione civile. Cultura laica e liturgie politiche fra XVIII e XX secolo*, Bologne, Il Mulino, 2008.

14. Ce lien social avec la démocratie est un des principes du modèle républicain selon Serge Bernstein et Michel Winock, *L'invention de la démocratie, 1789-1914*, Paris, Seuil, coll. « Points », 2002, p. 414-418.
15. Ferdinand Buisson, *La politique radicale*, Paris, V. Girard & E. Brière, 1908. Voir le recueil d'articles sur le radicalisme : Alain, *La doctrine radicale*, Paris, Gallimard, 1925. Voir également les travaux de Claude Nicolet, *Le radicalisme*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1974 ; Madeleine Rebérioux, *La République radicale ? 1898-1914*, Paris, Seuil, coll. « Points », 1975 ; Serge Bernstein, *Histoire du parti radical*, Paris, FNSP, 2 vol., 1980-1982 ; Gérard Baal, *Le radicalisme*, Paris, La Découverte, 1994. Un regard critique de la République radicale dans Marion Lafontaine, Frédéric Monnier et Christophe Prochasson, *Une contre-histoire de la III^e République*, Paris, La Découverte, 2013 ; notamment, la première partie de l'ouvrage « Les institutions et les valeurs républicaines : idées reçues ».
16. La littérature sur la solidarité est vaste, on peut citer les ouvrages de Marie-Claire Blais, *La solidarité. Histoire d'une idée*, Paris, Gallimard, 2007 ; également, Ludovic Vievard, « Les fondements théoriques de la solidarité », en ligne : http://www.academia.edu/2304827/Les_fondements_théoriques_de_la_solidarité_et_leurs_mécanismes_contemporains (consulté le 3 octobre 2014) ; Gilles Pollet et Bruno Dumons, « La solidarité », dans Vincent Duclert et Christophe Prochasson (dir.), *Dictionnaire critique de la République*, Paris, Flammarion, 2002. Dans une perspective politique et philosophique, Carlos Miguel Herrera, « El concepto de solidaridad y sus problemas político-constitucionales. Una perspectiva iusfilosófica », *Revista de Estudios Sociales*, n° 46, 2013, p. 63-73.
17. Bertrand Mathieu, « La République sociale », dans Bertrand Mathieu et Michel Verpeaux (dir.), *La République en droit français, 1792-1992*, Paris - Aix-en-Provence, Economica-PUAM, 1996, p. 175-186.
18. Robert Castel, *La propriété sociale*, Paris, Fayard, 1995, chap. VI, p. 268-322.
19. Pierre Rosanvallon, *Le modèle politique française, la société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 2004.
20. Serge Paugham (dir.), *Repenser la solidarité. L'apport des sciences sociales*, Paris, PUF, 2007.
21. Fred Poché, *Blessures intimes, blessures sociales. De la plainte à la solidarité*, Paris, Éditions du Cerf, 2008.
22. Voir Michel Borgetto et Robert Lafore, *La République sociale. Contribution à l'étude de la question démocratique en France*, Paris, PUF, 2000.
23. Jacques Donzelot qualifie cette mission assignée aux républicains « comme un brevet du républicanisme », dans *L'invention du sociale. Essai sur le déclin des passions politiques*, Paris, Seuil, 1994, p. 17.
24. Serge Audier, *La pensée solidariste. Aux sources du modèle social républicain*, Paris, PUF, 2010.
25. Sur ces aspects consulter Fulvio Conti et Gianni Silei, *Breve storia dell Stato sociale*, Rome, Carocci editore, 2013 (2^e éd.).
26. Jacques Mièvre, « Le solidarisme de Léon Bourgeois. Naissance et métamorphose d'un concept », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 63, 2001, p. 141-155.
27. Louis Moreau de Bellaing, « Le solidarisme et ses commentaires actuels », dans Jacques Chevallier et al., *La solidarité, un sentiment républicain ?*, Paris, PUF, 1992, p. 85-99.
28. Sur l'influence du positivisme dans le solidarisme, consulter Patrick Cingolani, « L'idée de l'humanité chez Auguste Comte. Solidarité et continuité », *ibid.*, p. 42-54.
29. « Organisation internationale de la prévoyance sociale ». Conférence prononcée en 1913.
30. Giuseppe D'Aguzzo, *La genesi e l'evoluzione del diritto civile secondo la risultanze delle scienze antropologiche e storico-sociale con applicazioni pratiche al codice vigente*, introd. de G. P. Chironi, Turin, s. n., 1890 ; *id.*, « Ancora sul "socialismo giuridico" del prof. Loria », *La scienza del diritto privato*, n° 1, 1893, p. 641-643.

31. « Necessità della codificaciones dell'economia política per la costruzione del código privato-sociale », *La Sciola positiva*, n° 1, 1891, p. 152-170 ; « Diritto privato e código privato-sociale », *La scienza del diritto privato*, n° 1, 1893, p. 7-39.
32. « Socialismo giuridico », *La scienza del diritto privato*, n° 1, 1893, p. 519-527.
33. Enrico Bruni, *Socialismo e diritto privato*, Rome, s. n., 1907.
34. Benvenuto Donati, *Il socialismo giuridico e la riforma del diritto*, Turin, Fratelli Bocca, 1910.
35. Carlo Roselli, *Socialismo liberale*, Turin, 2009. (1^{re} éd., 1930).
36. Monica Stronati, « Il socialismo giuridico e il solidarismo. Il contributo italiano alla storia del Pensiero-Diritto », *Enciclopedia Treccani*, 2012, <http://www.treccani.it/enciclopedia/il-socialismo-giuridico-e-il-solidarismo> (consulté le 11 octobre 2014). Une étude historique, dans Lia Gheza Fabbri, *Solidarismo in Italia fra XIX e XX secolo : Le società di mutuo soccorso e le case rurali*, Turin, Giappichelli, 1996.
37. Cette même année 1928, une étude comparatiste fort intéressante quant à l'articulation de l'État et du social dans une perspective conservatrice a été publiée. Voir, Jerónimo García Callejo, *Los caminos de la normalidad : la organización del Estado en Balmes, Hauriou y Vázquez-Mella*.
38. Ángeles Barrio Alonso, « El sueño de la democracia industrial en España, 1917-1923 », dans Manuel Suárez Cortina (éd.), *La Restauración, entre liberalismo y la democracia*, Madrid, Alianza ed., 1997, p. 279.
39. Voir Mario G. Losano, « La questione sociale, il "Solidarismo" francese e la recezione di Durkheim in Turchia », *Sociologia del diritto*, vol. 35, n° 1, 2008, p. 5-45.
40. Un bref aperçu de l'évolution de la législation sociale et les lois d'assurances, de l'Italie et de l'Espagne nous montre ce que nous avançons. En Italie, cette législation démarre en 1890 avec les Lois Crispi ; en 1898 : Caisse nationale de prévoyance (vieillesse et invalidité). Assurance obligatoire, 1914 ; Assurance chômage, 1924 ; Aide aux familles avec des enfants à charge, et réduction du temps du travail (40 heures au lieu de 48 heures), 1934. En ce qui concerne l'Espagne, la législation sociale démarre en 1900 avec les lois sur les accidents du travail ; en 1919, assurance obligatoire pour la retraite ; en 1926, assurance obligatoire de maternité ; en 1932, assurance obligatoire pour les accidents de travail. Il faut savoir qu'en Espagne, le nombre d'assurés protégés par une police d'assurance privée, dans les mutuelles, est de 400 000 personnes, pour une population de 22 millions d'habitants. D'autre part, lors de la II^e République en 1931 et pour la première fois, la Constitution reconnaît l'obligation de l'État de se constituer en garant des assurances sociales, généralisées et obligatoires. Ceci n'a pas été matérialisé dans une loi, car le projet-loi de 1936 avorta à cause de la guerre civile. Ici, on peut considérer que la « modélisation » du projet social du radicalisme français avait trouvé un champ d'application, malheureusement jamais réalisé. Un témoignage de cette diffusion est la publication, par Fernando Varela, dirigeant et un des fondateurs du Parti Républicain Radical-Socialiste espagnol, de l'ouvrage *El ideal de solidaridad como fundamento de la doctrina radical-socialista*.
41. Sur cette question, élargie à l'Italie, voir Manuel Suárez Cortina, « Demócratas sin democracia. Republicanos sin República. Los demócratas españoles e italianos en el apogeo y la crisis del Estado liberal, 1870-1923 », dans Manuel Suárez Cortina (éd.), *La Restauración, op. cit.*, p. 317-367.

RÉSUMÉS

Projetant son influence dans les pays méridionaux, la III^e République française y a diffusé une culture politique constituant une référence largement commune aux partisans d'un modèle républicain. Ce régime a aussi affiché une ambition sociale et élaboré, sous le nom de solidarisme, une doctrine et une pratique dont nous étudions ici la réception et la diffusion en Méditerranée, principalement en Italie et en Espagne. Au terme de cette enquête, on conclura à une réception différenciée, souvent inégale, et largement métissée avec d'autres théories sociales autochtones.

As the French Third Republic projected its influence across the Mediterranean, it disseminated a political culture that was common to most of the partisans of the Republican model. This regime, which also carried social ambitions, elaborated the doctrine and practice referred to as solidarism: this contribution examines the dissemination and reception of this doctrine in the Mediterranean, with a particular focus on Italy and Spain. The study concludes by highlighting the diversity of receptions of solidarism, and its hybridization with each country's native social theories.

INDEX

Mots-clés : République sociale, modèle républicain, solidarisme, Italie, Espagne

Keywords : Social Republic, Republican model, solidarism, Italy, Spain

AUTEUR

LUIS P. MARTÍN

Luis P. Martín est professeur en civilisation et histoire de l'Espagne contemporaine à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour. Il est l'auteur de nombreux travaux sur la Franc-maçonnerie, les cultures politiques, le républicanisme et le pacifisme. Il a dirigé le volume collectif *Les francs-maçons dans la cité. Les cultures politiques de la Franc-maçonnerie en Europe (XIX^e-XX^e siècles)*, 2000 ; il a codirigé *La République en Méditerranée. Diffusions, espaces et cultures républicaines en France, Italie et Espagne (XVIII^e-XX^e siècles)*, 2012 ; et à titre personnel *Los Arquitectos de la República. Los masones y la política en España* (2007).